



■ **Professeur. Dr. Tarek Fahmy**

*Professeur des sciences politiques, conseiller au Centre national d'études du Moyen-Orient*

# L'impact Futur de la Situation Sécuritaire en Syrie sur la Région Arabe

## **Introduction:**

*La présente étude aborde les principales influences et conséquences des situations sécuritaires et stratégiques en Syrie, ainsi que tout ce qui y est lié au niveau politique et stratégique dans le monde arabe, avec des prévisions de scénarios et de scènes multiples qui pourraient se manifester à moyen et long terme dans la période à venir. En particulier, les développements positifs ou négatifs en Syrie entraîneront des répercussions dans le monde arabe, non seulement au niveau des États, mais aussi sur les acteurs non étatiques, en plus des possibilités d'intensification de l'intervention extérieure dans les affaires arabes. Cela ne se limitera pas aux pays voisins régionaux, mais s'étendra à l'ensemble du monde arabe.*

## **Objectif de l'étude :**

Cette étude vise à mettre en évidence les principales répercussions attendues et observées en Syrie sur la région et sur la stabilité ou l'instabilité générale du monde arabe, ainsi qu'à souligner l'ampleur des évolutions en cours en Syrie sur l'orientation des arrangements sécuritaires et stratégiques planifiés pour le monde arabe à travers la proposition de diverses approches internationales, qu'elles soient sécuritaires ou stratégiques.

## **Méthode d'étude :**

La méthode descriptive est l'un des types les plus notables et les plus importants des méthodes de recherche scientifique. Elle est utilisée pour étudier et analyser les problématiques et les sujets de nature descriptive pour lesquels des informations non numériques sont disponibles. Il est rare qu'une recherche scientifique en soit dépourvue, en particulier les recherches sociales. Les étapes liées à la méthode descriptive comprennent la définition du problème de recherche, la collecte du plus grand

nombre possible d'informations à son sujet, et sur cette base, l'élaboration d'hypothèses ou de questions représentant des scénarios de solutions au problème. Ensuite, des explications sont fournies et les résultats sont extraits.

## **Contenu de l'étude :**

- 1- La réalité actuelle en Syrie.
- 2- Les développements dans le contexte régional.
- 3- Le cours des développements syriens et leurs impacts sur la réalité arabe.
- 4- Des impacts multidimensionnels dans la région.

## **Premièrement : La réalité actuelle en Syrie:**

- 1- La Syrie connaît des évolutions importantes et cruciales, tant sur le plan interne que dans le cadre des interactions régionales et internationales, liées à la nature des relations syriennes avec son environnement arabe. Ces évolutions entraîneront des répercussions non seulement en Syrie, positives ou négatives, mais sont également liées aux transformations en cours dans la région. La Syrie et ses pays voisins, la Jordanie, Gaza,



- l'Égypte, le Liban et l'Irak, occupent une place importante dans ce qui se passe à la lumière des nouveaux principes proposés par l'administration américaine et des interventions du président américain Trump dans le règlement de la question palestinienne et à Gaza, ainsi qu'en Syrie, au Liban et dans le Golfe Arabe (1).
- 2- Il peut être confirmé que la réalité syrienne évolue toujours dans une seule direction, tant sur le plan politique que sécuritaire, et que la scène politique actuelle n'a pas changé par rapport à ce qu'elle était depuis la chute du précédent régime syrien et l'instauration de l'administration provisoire de transition, d'autant plus que ce qui se passe sur la scène politique est en réalité lié à plusieurs étapes importantes qui pourraient nécessiter une évaluation et un examen plus approfondis après un certain temps, au premier rang desquelles la voie de ce qui se passe politiquement et son lien avec la scène actuelle, d'autant plus que la formation d'un gouvernement syrien, la réorganisation de la situation politique interne et la poursuite du dialogue avec les forces internes resteront régies par des contrôles spécifiques liés au système politique syrien dans son ensemble et l'appel à davantage de mesures appelant à accélérer le processus politique autant que possible, et à ne pas le retarder à la lumière de la situation restant dépendante d'un retour à la solution militaire, ou des paris liés au changement de l'intérieur et au contrôle de chaque partie sur ses régions et son renforcement par l'option militaire qui est toujours présente, tout en trouvant le plus grand degré de flexibilité formelle pour la négociation et la révision des positions en fonction des pressions internes, régionales et même internationales, et à la lumière de certains partis actuels qui guettent la scène et attendent que la vision politique se précise, et de la mesure dans laquelle le citoyen syrien accepte le changement, loin de là.
- 3- Ce qui vaut pour l'intérieur et les Alaouites en particulier vaut également pour l'extérieur, en particulier pour la partie russe, avec la confirmation que la Turquie est la première gagnante de ce qui se passe réellement à l'intérieur de la Syrie, et à la lumière des calculs difficiles et changeants sur lesquels la partie turque peut travailler, soutenue par la présence sur le terrain ; car il est clair qu'il n'y a pas de vision spécifique de la signification de la rupture du lien entre « Hay'at Tahrir al-Sham » et l'organisation « Al-Qaïda », ou de la base réelle de la liquidation des relations entre

le président syrien de transition et Abou Bakr al-Baghdadi (2).

**4- Plusieurs questions clés attendent l'administration syrienne, notamment :**

- A- Le président syrien Ahmed al-Charaa a nommé un gouvernement intérimaire en Syrie. Ce gouvernement était composé uniquement de membres du gouvernement du salut fidèles à Hayat Tahrir al-Cham à Idlib, sans aucune représentation d'autres composantes politiques, militaires, sociales ou confessionnelles. Cela pourrait indiquer une tentative de monopolisation du pouvoir par Hayat Tahrir al-Cham en Syrie. Al-Charaa avait annoncé que la tenue d'élections pourrait prendre jusqu'à quatre ans et que le processus de rédaction de la constitution pourrait durer trois ans (3).
- B- Plusieurs observations peuvent être faites concernant ce gouvernement, comme suit :
- La plupart des ministres désignés sont originaires des gouvernorats d'Idlib et d'Alep, ce qui pourrait susciter des critiques de la part d'autres gouvernorats syriens.
  - La majorité des ministres désignés sont d'âge moyen, la plupart ayant entre 30 et 50 ans, tandis que les plus jeunes ont entre 50 et 63 ans. La plupart des ministres du gouvernement intérimaire sont diplômés d'écoles scientifiques (ingénierie et médecine), tandis que d'autres ont une formation littéraire et des spécialisations telles que l'éducation, les études islamiques, l'École militaire et les sciences politiques. Cela reflète l'expérience de ces ministres. Certains d'entre eux ont occupé des postes administratifs sous l'ancien régime syrien, mais il ne s'agissait pas de postes clés.
  - Le gouvernement intérimaire a été complété par la nomination d'Asaad al-Shaibani au poste de ministre des Affaires étrangères, de Marhaf Abu Qasra à celui de ministre de la Défense et d'Aisha al-Debs à la tête du Bureau des affaires féminines. Plusieurs personnes ont également été chargées de gérer les affaires des gouvernorats syriens, notamment Azzam Gharib, connu sous le nom d'Abu al-Ezz Muqrib, au poste de gouverneur d'Alep, et Amer al-Sheikh, chef d'Ahrar al-Sham, au poste de gouverneur de la campagne de Damas (4).
- C - Intégration des factions armées au sein de la nouvelle armée syrienne :
- Le président syrien Ahmed al-Charaa a tenu une réunion avec les factions militaires à Damas le 21 décembre 2024 afin de discuter

de la structure de la nouvelle institution militaire. Il a confirmé que ces factions seraient fusionnées en une seule institution, placée sous la direction du ministère de la Défense, au sein de la nouvelle armée.

Ont assisté à cette réunion les chefs des factions et groupes représentant le nord, le sud et le centre de la Syrie, notamment Ahrar al-Cham, le Front du Nosrat, Suqour al-Cham et des groupes militaires du gouvernorat de Deraa. Cependant, Ahmed al-Awda, commandant de la huitième brigade soutenue par la Turquie, a refusé d'assister à la réunion malgré son arrivée à Damas, invoquant la complexité des procédures et la longueur des délais d'accès des chefs de faction. La nouvelle administration syrienne, malgré une certaine prudence de la part des autres factions quant à la possible intention de Hay'at Tahrir al-Cham d'englober tout le monde, en particulier les factions et groupes militaires originaires du gouvernorat de Deraa, cherche à attirer ces factions par plusieurs moyens, notamment :

- La nomination d'Azzam al-Gharib, commandant du Front du Levant, au poste de gouverneur d'Alep, capitale économique de la Syrie, un jour avant la réunion ;
- La nomination d'Ahmed Issa al-Cheikh, commandant de la faction Suqour al-Cham, au poste de gouverneur d'Idlib ; d'Amer al-Cheikh, commandant d'Ahrar al-Cham, au poste de gouverneur de la campagne de Damas ; d'Hassan Soufan, qui a contribué au rapprochement des factions avec Hay'at Tahrir al-Cham il y a des années, au poste de vice-gouverneur de Lattaquié, port stratégique ; et la nomination de Muhammad Othman au poste de gouverneur de ce port<sup>(5)</sup>.

D - Au vu de ces initiatives, plusieurs observations peuvent être formulées :

- tentative de séduction des alliés traditionnels de Hay'at Tahrir al-Cham et de les convaincre d'accepter la proposition de fusion des factions au sein du ministère de la Défense.
- L'aspect sécuritaire de ces nominations est évident, compte tenu de la présence de groupes affiliés aux Forces démocratiques syriennes dans certains quartiers d'Alep, aux côtés de milices fidèles à l'ancien régime. Un grand nombre d'anciens membres des forces de sécurité et de l'armée sont toujours déployés, ainsi que sur la base aérienne russe.
- La nouvelle administration a lancé un vaste mouvement politique pour surmonter l'héritage du conflit interne entre les

différentes confessions et minorités syriennes. Il a été souligné que chacun avait consenti des sacrifices pour la libération de la Syrie. Ceci a été souligné comme suit :

- Lors de sa rencontre avec le leader druze libanais Walid Joublatt et avec une délégation de dirigeants druzes à Soueida, Acharaa a souligné l'importance d'adopter la mentalité étatique plutôt que celle de l'opposition. Il a insisté sur la nécessité d'unifier l'État et d'établir un contrat social entre l'État et toutes les confessions afin de garantir la justice sociale<sup>(6)</sup>.
  - Lors de sa rencontre avec des représentants des Églises chrétiennes, il a appelé à l'élaboration d'une constitution moderne reflétant la diversité de la société syrienne et a insisté sur la protection de toutes les confessions.
  - Il a appelé à la tenue d'une conférence nationale globale incluant toutes les forces politiques nationales et internationales, les confessions religieuses, les composantes de la société civile, toutes les classes sociales, les représentants des factions armées, les indépendants et les universitaires.
  - Il a tenu des réunions avec la communauté alaouite, à laquelle appartenait l'ancien régime, à Damas et à Lattaquié, et a affirmé que le nouveau gouvernement était déterminé à préserver la paix sociale.
- 5- Depuis l'effondrement de l'ancien régime aux mains des factions armées de l'opposition, les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont tenté d'étendre leur contrôle aux régions d'Alep et de Deir ez-Zor, mais ont dû se replier après des affrontements entre elles et les factions de l'Armée nationale soutenues par la Turquie<sup>(7)</sup>.
- 6- La nouvelle administration se concentre actuellement sur l'achèvement de la restructuration du ministère de la Défense du gouvernement de transition. Elle mène ensuite des consultations intensives avec les factions d'opposition restantes, notamment celles affiliées à l'Armée nationale et aux FDS, afin de les intégrer à la nouvelle armée syrienne. Cette démarche repose sur plusieurs considérations :
- A- Trouver une solution pour les zones stratégiques du nord-est de la Syrie, productrices de blé et de pétrole, notamment les champs de Rmeilan, d'Omar et d'Al-Jufra ;
  - B- Éviter de provoquer la position américaine, alors que la nouvelle administration cherche à lever les sanctions contre la Syrie et à retirer Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) de la liste des organisations terroristes.



7- Sur la base de ce qui précède, une réunion de négociation a eu lieu entre la nouvelle administration et les FDS afin de parvenir à un consensus pour faciliter l'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) au sein de la nouvelle administration. Cependant, les FDS ont insisté pour rejoindre la nouvelle armée en tant que bloc unifié, et ont exigé une part plus importante des revenus pétroliers pour une administration indépendante ressemblant à une fédération incluant les zones à majorité kurde. Cependant, la nouvelle administration a accepté une forme de décentralisation administrative et une part des revenus pétroliers proportionnelle à la taille de la population et à la superficie géographique, en échange de son intégration individuelle au sein de l'armée syrienne au sein du nouveau ministère de la Défense. Elle a également exprimé sa volonté de reconnaître les droits culturels des Kurdes, notamment l'enseignement de la langue kurde à l'école. Les discussions se sont conclues sans qu'aucun accord spécifique ne soit trouvé<sup>(8)</sup>.

#### **8- Plusieurs observations s'imposent :**

A- La nouvelle administration tente de retarder la conclusion d'un accord avec les Kurdes en raison du contexte politique, régional et international, notamment avec l'investiture de Donald Trump. Il attend donc des éclaircissements sur les contours de sa politique étrangère, notamment concernant le dossier syrien. B- L'évolution significative de l'administration autonome représentée par le Parti de l'Union démocratique kurde (PYD), son front politique (le Conseil démocratique syrien (CDS) et sa branche militaire (les Forces démocratiques syriennes (FDS)). Cette administration autonome contrôle des zones dans quatre gouvernorats du nord et de l'est de la Syrie : Hassaké, Deir ez-Zor, Raqqa et Alep. Ce fait, combiné aux relations de l'administration autonome avec les États-Unis et la coalition internationale luttant contre Daech, constitue un défi majeur.

C- Le conflit au sein de la direction des opérations militaires dirigée par Ahmed al-Charaa, tant au niveau politique que, comme il est probable, au niveau militaire, représente un défi majeur. Si aucun consensus politique ni solution aux différends existants ne sont trouvés, il convient de noter que l'Armée nationale syrienne, soutenue par la Turquie, mène de facto une guerre contre les Forces démocratiques syriennes (FDS) kurdes. La situation a changé après l'annonce d'un accord entre le président syrien Ahmed al-Charaa et le commandant des Forces

démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, visant à intégrer les forces civiles et militaires. institutions affiliées à l'Administration autonome du nord-est de la Syrie en institutions étatiques. Cet accord a suscité de nombreuses réactions parmi les responsables et les habitants locaux, qui aspirent à sa mise en œuvre selon des mécanismes spécifiques, d'autant plus qu'elle passera par la formation d'un comité central qui supervisera des sous-comités spécialisés dans divers domaines, notamment la sécurité, l'armée, la santé, l'éducation et d'autres secteurs. Ces comités seront rapidement formés pour s'acquitter de leurs tâches d'ici la fin de l'année, comme le stipule l'accord entre al-Charaa et Abdi<sup>(9)</sup>.

D- Cet accord revêt une importance capitale, non seulement parce qu'il constitue un acquis qui unit la Syrie, mais aussi parce qu'il redonne à la composante kurde son rôle naturel dans le processus de construction nationale, car il s'agit d'une composante authentique, liée à la société syrienne par des relations affectueuses et affectueuses, en plus des facteurs géographiques et historiques communs. L'accord comprend une clause relative à la libération de certains détenus des deux camps avant la fin du Ramadan, selon les informations communiquées par les dirigeants politiques de Damas. Concernant les richesses pétrolières, un accord a été conclu stipulant la poursuite de leur exploitation, la fourniture de dérivés pétroliers de la région d'Al-Jazeera, sous le contrôle des FDS, à la région d'Al-Shamiya, qui est sous le contrôle du gouvernement syrien, jusqu'à ce que les comités spécialisés présentent une nouvelle vision concernant les mécanismes d'intégration avec le gouvernement syrien.

9- L'examen des développements en cours en Syrie révèle l'absence de consensus solide entre les factions ayant réussi à renverser le régime quant à la manière de façonner l'avenir de la Syrie après la chute du régime. Il existe également une divergence de vision entre les acteurs régionaux et internationaux concernés par la question syrienne, ce qui renforce l'ambiguïté quant à la manière d'engager un processus politique global, mené par les Syriens eux-mêmes, pour parvenir à une transition conforme à la résolution 2254 du Conseil de sécurité, tout en protégeant les différentes minorités et communautés syriennes. L'administration syrienne tient à rassurer les Kurdes, les appelant à se retirer des zones qu'ils contrôlent dans le nord et

- l'est de la Syrie et à rejoindre le nouveau gouvernement afin d'éviter un bain de sang.
- 10- Dans le contexte politique actuel et potentiel, la Conférence de dialogue national constitue un événement politique important, car elle préparera une étape historique dans la vie de la Syrie après la chute du régime. Il convient toutefois d'être prudent et de définir des critères de sélection des participants, ainsi que des mesures d'exécution et de mise en œuvre par l'intermédiaire d'un comité préparatoire, et de fixer des objectifs clairs pour cette conférence.
  11. La crainte d'une pression internationale sur les vestiges de l'ancien régime pour qu'ils participent à la Conférence de dialogue national est croissante, car ils entraveraient tout dialogue et tout résultat. <sup>(10)</sup> Pour préparer la conférence, un comité préparatoire composé de sept membres a organisé des auditions pour les gouvernorats. Plusieurs séances de deux heures ont parfois eu lieu quotidiennement, couvrant les quatorze gouvernorats syriens en une semaine. Le comité comprenait cinq membres de Hay'at Tahrir al-Sham ou de ses proches, et aucun représentant druze ou alaouite n'était présent. Les nouvelles autorités ont appelé toutes les factions armées, y compris les Forces démocratiques syriennes (FDS), qui ont bénéficié d'un soutien américain important pendant les années du conflit syrien, à rendre les armes et ont déclaré à plusieurs reprises leur rejet de l'autonomie kurde.
  12. Les forces syriennes insistent sur la nécessité d'exclure toute ingérence étrangère dans les affaires syriennes, et soulignent que le rôle des Nations Unies et de la Ligue arabe est de parrainer la conférence de dialogue, et non d'y intervenir. Il en va de même pour d'autres pays.
  - 13- Il est difficile d'exclure une ingérence étrangère dans la conférence de dialogue. On s'attend à ce que certains États du Golfe, la Turquie et l'Europe y jouent un rôle, car ces pays cherchent à promouvoir leurs intérêts économiques et politiques, d'autant plus que la Syrie a besoin d'une aide internationale pour relancer son économie et lever les sanctions internationales<sup>(11)</sup>.
  - 14- Il est clair que le discours syrien actuel est soigneusement étudié et préparé à l'avance, et présenté par le président syrien de manière à rassurer tout le monde. Cependant, il laisse également la porte ouverte aux spéculations sur la nature de ce régime. Les États-Unis, tout comme l'Europe, attendent toujours une décision sur la levée des sanctions, y compris la loi César. Cependant, leur volonté d'y parvenir semble claire et bien établie, comme le confirment les visites successives de délégations occidentales.
  - 15- La priorité nécessaire est de restructurer les institutions en reconstruisant les institutions militaires et de sécurité pour imposer la sécurité et la stabilité dans le pays, empêcher le chaos qui accompagne les périodes de transition dans de tels cas, dissoudre les factions armées et les milices, remettre les armes à la nouvelle armée, restreindre les armes à l'État et rappeler les officiers déserteurs <sup>(12)</sup>.
  - 16- Les institutions parallèles doivent être dissoutes, le travail de plusieurs gouvernements et institutions connexes, telles que la coalition, le Comité de négociation et d'autres, doit être terminé, et des consultations politiques globales doivent être lancées à travers un dialogue politique de haut niveau entre toutes les composantes syriennes pour rédiger une constitution civilisée qui préserve les droits de tous et garantit l'égalité des citoyens en droits et en devoirs.

### *Deuxièmement : Évolution du contexte régional*

- 1- L'objectif stratégique de la Turquie est de mettre fin à la présence des Unités de protection du peuple kurde (YPG), considérant qu'elle est confrontée à deux options : se dissoudre ou être éliminée par la force. La position de la Turquie à l'égard des organisations kurdes en Syrie représente un enjeu « existentiel » lié à la sécurité nationale turque. La Turquie ne mise pas sur les négociations en cours avec l'administration américaine, et Washington pourrait décider de réduire son soutien aux forces kurdes.
- 2- Les FDS disposent de peu de moyens pour faire face aux pressions d'Ankara et de Hay'at Tahrir al-Sham en faveur du désarmement et de la transformation en parti politique. Elles sont également confrontées à des problèmes transversaux avec les groupes d'opposition kurdes, dans un contexte de mises en garde contre le recours à l'action armée, dont les signes apparaissent lors d'escarmouches précédant une trêve fragile dans le nord-est de la Syrie <sup>(13)</sup>.
- 3- Les FDS ont peu de choix, et il ne leur reste que les États-Unis. Cependant, la Turquie contrôle désormais la scène syrienne. Les complications actuelles dans le nord-est pourraient entraîner des combats internes entre les groupes kurdes, qui peinent actuellement à trouver une solution, malgré les attentes d'une Turquie candidate à une intervention sur le terrain dans les régions kurdes de Syrie. Cependant, cela constituera un défi pour les États-Unis <sup>(14)</sup>.
- 4- L'accord d'intégration des Forces démocratiques syriennes (FDS) aux institutions syriennes



- comprend huit clauses, dont la première est : la garantie du droit de tous les Syriens à la représentation et à la participation au processus politique et à toutes les institutions de l'État, sur la base de leurs compétences, quelle que soit leur appartenance religieuse. Il stipule également l'intégration de toutes les institutions civiles et militaires du nord-est de la Syrie à l'administration de la phase de transition, y compris les postes-frontières, l'aéroport et les champs pétroliers et gaziers.
- 5- Aux termes de l'accord, les FDS soutiennent l'administration de transition dans sa lutte contre ce qu'elles appellent les « restes d'Assad » et « toutes les menaces à sa sécurité et à son unité ». L'accord stipule également le « rejet des appels à la partition, des discours de haine et des tentatives visant à semer la discorde entre toutes les composantes de la société syrienne ». La clause finale de l'accord fixe une date limite pour sa mise en œuvre, fixée au plus tard à la fin de l'année.
  - 6- Le retrait du groupe et de son chef des listes terroristes devrait constituer l'un des principaux arguments de Washington pour garantir que l'administration syrienne à Damas maintienne la discipline, conformément à sa politique régionale.
  - 7- Les arguments de négociation, ou arguments de pression, ne se limitent pas à la levée de la classification. Un contrôle accru, pour l'Occident en général et les États-Unis en particulier, devrait découler du dossier des sanctions, non seulement sur les individus, mais aussi sur des secteurs, notamment les institutions publiques et les banques.
  - 8- De nombreuses conditions annoncées resteront sujettes à négociation et débat entre l'Occident et l'administration syrienne à Damas, notamment la protection des minorités religieuses, confessionnelles et ethniques, la garantie de leurs droits et l'inclusion de toutes les composantes et de tous les segments de la société syrienne, la non-persécution des femmes et la privation de leurs droits, ainsi que la garantie et le respect des libertés.
  - 9- Face à l'escalade des sanctions économiques contre l'Iran, l'Iran devrait privilégier la Turquie comme un soutien diplomatique plutôt que comme un adversaire. La Turquie n'a jamais soutenu l'économie iranienne plongée dans des crises étouffantes et a privilégié le maintien de la stabilité régionale. Par conséquent, l'Iran pourrait la considérer comme un partenaire fiable pour atténuer l'impact des sanctions sous la présidence Trump.
  - 10- La Syrie ne s'engagera dans aucune confrontation avec les pays voisins ni avec aucune autre partie, et elle n'en sera pas capable. L'armée israélienne avait alors détruit la plupart de ses capacités militaires, transformant de fait la Syrie en État démilitarisé. Cependant, les messages de l'armée israélienne confirment qu'Israël ne se retirera pas de sitôt des zones qu'il contrôlait après la chute de l'ancien régime. Cela compliquera les relations entre la nouvelle administration de Damas et Tel-Aviv, sans compter d'autres problèmes susceptibles de les compliquer, notamment les relations entre le dirigeant de Damas et les puissances régionales, dont la Turquie.
  - 11- L'Iran est le grand perdant du changement en Syrie, car il croit encore en sa capacité à influencer le cours de la transition syrienne. Ceci est illustré par la mise en garde contre toute sous-estimation de la capacité de l'Iran à créer de l'instabilité <sup>(15)</sup>.
  - 12- La Turquie et le Qatar tentent de former un nouvel ordre régional et une zone de leadership et d'influence pour l'axe extrémiste des Frères musulmans sunnites, remplaçant de fait l'axe de résistance chiite qui s'est effondré avec l'exclusion de la Syrie de l'équation. La présence turque en Syrie représente également un défi indirect pour Israël, lié à la capacité de la Turquie à rassembler et à déplacer ses forces militaires sur le territoire syrien, menaçant ainsi les frontières d'Israël, que ce soit par des attaques directes ou par le financement de groupes armés hostiles à Israël. Cette menace est encore aggravée par le soutien de la Turquie à des groupes islamiques extrémistes comme le Hamas, qu'Israël considère comme une menace directe pour sa sécurité nationale <sup>(16)</sup>.
  - 13- Il est très probable que le président turc Recep Tayyip Erdogan envisage également de raviver le rêve turc et de transformer la Turquie en plaque tournante pour la commercialisation du gaz vers l'Europe. Le gazoduc partira du Qatar, traversera le territoire syrien continental jusqu'en Turquie, pour atteindre l'Allemagne, qui a déjà signé un accord pour l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié depuis le Qatar.
  - 14- Israël est confronté à plusieurs scénarios : le premier scénario qu'Israël pourrait proposer est celui de l'opposition au nouveau gouvernement syrien. Cela signifie que l'administration qui remplacera Assad pourrait être soumise à une forte influence turque, exposant Israël au risque d'un axe sunnite radical dirigé par Erdogan. Cela pourrait entraîner une menace à long terme à ses frontières, que ce soit par voie maritime, terrestre

ou aérienne. Un autre scénario envisagé en Israël est la reconnaissance du nouveau gouvernement syrien afin d'influencer l'avenir de la Syrie et d'empêcher la Turquie de dominer totalement la région. Ce scénario vise à freiner les efforts d'Erdogan pour établir une stratégie spécifique aux frontières d'Israël. Cependant, cette option comporte également des risques importants pour la sécurité régionale. Une troisième option pourrait permettre à Israël de mieux contrôler le cours des événements, une démarche qui reflète les tendances américaines dans la région.

- 15- À la suite des nouveaux développements, Israël tente de consolider sa présence sur la scène syrienne, et peut-être aussi au Liban. Là, l'armée israélienne entend revenir sur ses accords de cessez-le-feu au Liban et pourrait même reprendre les combats à grande échelle après l'expiration du cessez-le-feu dans 60 jours. Israël a donné plus d'un indice de cette détermination, lorsque son aviation a attaqué la vallée de la Bekaa, au cœur du Liban, et détruit d'importants dépôts d'armes du Hezbollah, affirmant qu'ils n'avaient été transférés de Syrie au Liban que récemment. Israël a également souligné que ses forces ne se retireraient pas du Sud-Liban, comme le stipule l'accord <sup>(17)</sup>.
- 16- Les États-Unis pourraient être un partenaire efficace dans cette initiative en mettant en œuvre un « plan Marshall » comprenant la reconstruction de la Syrie et un soutien financier et économique par le biais d'alliances régionales et internationales. Cela permettrait à Israël d'influencer la formation d'une nouvelle Syrie d'une manière qui serve ses intérêts à long terme.

### ***Troisièmement : L'évolution de la situation syrienne et son impact sur la réalité arabe***

- 1- L'évolution de la situation au Moyen-Orient, depuis l'invasion de l'Irak en 2003, qui a conduit au « Printemps arabe », jusqu'à l'opération « Bordure protectrice » en octobre 2023, et l'intensification des opérations militaires israéliennes dans la région, ont imposé plusieurs aspects de la transformation de certains pays de la région. Les organisations armées ont contribué au succès manifeste du projet israélien et occidental de réorganisation de la situation sécuritaire, militaire et politique au Moyen-Orient. Les principaux aspects de ce changement ont été les suivants :
  - A- Créer un climat propice à l'élimination par Israël des capacités de l'armée syrienne (infrastructures, armement et équipement), entraver la formation d'une armée nationale

unifiée en Libye, affaiblir les armées yéménite et soudanaise et limiter le rôle des armées irakienne et libanaise, les laissant ainsi en dehors des équations régionales de l'équilibre des forces.

- B- L'affaiblissement/l'élimination des forces armées iraniennes dans la région, notamment du Hezbollah au Liban, et la chute du régime de Bachar el-Assad en Syrie. Ceci s'ajoute aux mesures israéliennes et occidentales visant à affaiblir d'autres forces iraniennes (les Houthis au Yémen, les factions chiites en Irak), parallèlement au lancement de frappes militaires efficaces contre l'Iran (ciblant les systèmes de défense aérienne et une partie de l'infrastructure de missiles balistiques), ainsi qu'aux menaces de frappes contre les installations nucléaires et pétrolières iraniennes. Ceci a accentué le déclin relatif de la puissance de Téhéran dans la région.
- C- La contribution à l'émergence récente d'Israël comme puissance militaire et sécuritaire dotée de capacités technologiques avancées, lui permettant de mener des opérations militaires et sécuritaires sur plusieurs fronts simultanément, et la violation de la souveraineté de plusieurs pays de la région sans résistance effective de ces derniers. L'incapacité de la communauté internationale, en particulier des organisations des Nations Unies, à mettre un terme à ces violations, conjuguée au soutien américain illimité à Israël, pourrait conduire à la consolidation de l'objectif occidental/israélien d'établir Israël comme principale puissance centrale et unique agent des intérêts occidentaux dans la région <sup>(18)</sup>.
- D- La montée en puissance des puissances régionales qui ont profité du chaos sécuritaire et militaire qui règne dans la région. La Turquie est considérée comme le principal bénéficiaire des événements en Syrie, démontrant ainsi sa volonté de combler le vide créé par le déclin du rôle de l'Iran dans la région. Cela se reflète également dans la montée en puissance de certains États du Golfe sur de nombreux dossiers politiques, sécuritaires et militaires.
- 2- Ce qui précède confirme le rôle fonctionnel des groupes armés au Moyen-Orient, car ils ont contribué à la mise en œuvre des agendas de certaines puissances régionales et internationales au détriment des intérêts nationaux, ce qui a renforcé leur rôle dans la sape et le démantèlement des fondements de l'État et la fragmentation de son unité. Ils mènent également des guerres par



procuration en remplacement de leur principal soutien, les puissances régionales et internationales<sup>(19)</sup>.

**3- Dans ce contexte, plusieurs points doivent être soulignés :**

- A- Les préoccupations sécuritaires l'emportent sur les motivations arabes d'ouverture à l'administration syrienne, qui varient entre la recherche d'une solution au problème des réfugiés, notamment dans les pays voisins, l'arrêt de la production et du trafic de drogue, notamment de Captagon, et son intégration dans la lutte contre le terrorisme ; mettre fin à son rôle de refuge pour les terroristes ; et tenter de contenir les effets de la montée en puissance du soi-disant « islam politique » dans un pays arabe.
- B- Il existe une volonté arabe de ne pas laisser la Syrie tomber sous l'influence des axes régionaux, en particulier de la Turquie, compte tenu notamment de la volonté de la nouvelle administration de contribuer à la levée des sanctions internationales, de soutenir l'économie syrienne et de contribuer aux projets de reconstruction.
- C- Cette ouverture arabe devrait aboutir à une invitation adressée à l'administration à occuper le siège de la Syrie à la Ligue arabe. Il est également probable qu'il y ait une large ouverture commerciale et économique arabe, et des contributions aux questions énergétiques telles que le pétrole, le gaz et l'électricité. Dans le même contexte, les opérations armées contre les forces armées (affiliées à Hay'at Tahrir al-Sham) se poursuivent dans plusieurs régions par des groupes armés ou sécuritaires fidèles à l'ancien régime d'Assad.
- 4- La poursuite des activités de l'État islamique ; Du 28 janvier 2024 au 16 janvier 2025, l'organisation a revendiqué la responsabilité de plus de 35 attaques armées dans diverses régions de Syrie. Il a également été noté que les opérations de l'organisation se concentraient principalement sur les éléments armés kurdes dans le nord du pays et à Raqqa. Les opérations de l'organisation ont connu un déclin relatif, qui devrait être temporaire, car les attaques de l'organisation ont augmenté au début des mouvements sécuritaires et militaires fin novembre dernier, puis ont diminué avec la chute du régime d'Assad et le contrôle du pays par les groupes armés. Cela indique que l'organisation cherche à réorganiser ses priorités et ses mouvements, en attendant un

état potentiel de chaos sécuritaire si la nouvelle administration ne parvient pas à établir un contrôle sécuritaire et militaire sur le pays.

**Quatrièmement : Impacts multisectoriels dans la région**

**1- L'évolution de la situation en Syrie indique une probabilité croissante des événements suivants :**

- A- La persistance de l'instabilité politique et sécuritaire en Syrie à court et moyen terme, liée au manque de clarté de la situation interne, compte tenu du maintien du président syrien Ahmed al-Charaa au pouvoir sans aucune indication de la tenue d'élections dans les prochaines années. À cela s'ajoute la présence de nombreuses factions armées aux orientations et affiliations divergentes, ce qui pourrait conduire à des conflits entre elles<sup>(20)</sup>.
- B- Les possibilités croissantes pour Daech, Al-Qaïda et certains groupes opposés à Hay'at Tahrir al-Cham d'exploiter la puissance sécuritaire et militaire de la nouvelle administration syrienne, et de justifier le maintien de la présence militaire américano-israélienne en Syrie. Cela s'ajoute à la possibilité que certains éléments de l'EI et d'Al-Qaïda/éléments étrangers de Hay'at Tahrir al-Sham, en coordination avec la Turquie, se déplacent vers certains pays de la région (Libye et Irak) pour mener à bien des plans de réorganisation de la situation.
- C- La conclusion d'un accord entre les États-Unis, la Turquie, Hayat Tahrir al-Sham et les Forces démocratiques syriennes (FDS) pour accorder des privilèges aux zones kurdes (autonomie, similaire aux régions kurdes d'Irak) était sur la table, et cela était déjà réalisé au moment de la préparation de cette étude, avec des garanties que la zone frontalière partagée avec la Turquie ne serait pas menacée ou qu'il y aurait des contacts avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie.
- D- Les possibilités limitées de former une armée syrienne forte et la formation de forces de sécurité intérieure légèrement et moyennement armées se limiteront à la formation de forces pour maintenir la sécurité intérieure et les zones frontalières. Cela se fera par le biais d'une supervision américano-israélienne des mesures prises pour former l'armée attendue, avec un embargo sur les armes imposé afin de limiter la menace potentielle pour la sécurité israélienne.

E- La présence israélienne continue en territoire syrien, avec des pénétrations dans les régions du sud, avec la possibilité d'étendre son occupation à d'autres territoires et d'imposer un fait accompli sur le terrain, compte tenu de la fluidité politique et sécuritaire en Syrie et de l'absence de réponse internationale aux incursions israéliennes.

**2- Il convient de noter que les répercussions les plus importantes sur la sécurité nationale arabe résultant de l'action syrienne actuelle dans la région arabe se concentrent sur les points suivants :**

- A- L'aggravation de l'instabilité sécuritaire et politique dans la région et la poursuite de la perturbation de l'équilibre des pouvoirs en faveur des États régionaux non arabes (Turquie - Israël).
- B- L'émergence d'Israël comme puissance dominante et son monopole sur le contrôle sécuritaire du Levant arabe (Syrie - Liban - Irak - Jordanie).
- C- La probabilité croissante que certaines puissances régionales et internationales transfèrent et redéployent des organisations terroristes dans des pays de la région, ou réactivent des cellules dormantes en leur sein

(Irak, Yémen, Libye), contribuant ainsi à un effondrement sécuritaire accru. Cette situation menace les intérêts arabes, notamment :

- La menace persistante pesant sur le trafic maritime dans le golfe d'Aden, à Bab el-Mandeb et dans le canal de Suez ;
- L'impact négatif sur la situation économique des pays de la région, en particulier ceux dont l'économie est fragile ;
- L'afflux croissant de réfugiés en provenance de pays de la région potentiellement en proie à l'instabilité sécuritaire, ce qui représente un fardeau économique et sécuritaire supplémentaire compte tenu de la possibilité d'infiltration de terroristes parmi ces réfugiés ;
- Le risque croissant d'ingérence des puissances régionales et internationales dans les affaires intérieures des pays de la région sous prétexte de lutter contre les organisations terroristes ;

D- La difficulté d'établir un système de sécurité arabe pour faire face à la montée en puissance des puissances régionales non arabes, liée aux orientations divergentes des pays de la région, en particulier des États du Golfe.

E- L'exploitation par Israël de la situation actuelle pour liquider la cause palestinienne<sup>(21)</sup>.

**Résumé:**

*On peut donc affirmer que la situation syrienne actuelle et anticipée entraînera des répercussions dans toute la région arabe, notamment compte tenu de l'intensification du rôle des groupes armés dans la région et des mesures concrètes prises pour éliminer certains États clés ou affaiblir leurs institutions militaires et sécuritaires, et pour redessiner la carte des centres de pouvoir régionaux. On estime que la probabilité que certaines puissances régionales et internationales continuent d'utiliser ces groupes pour mener à bien leurs plans de réorganisation sécuritaire dans la région à leur avantage augmente, avec la possibilité croissante d'utiliser Daech, Al-Qaïda et certains groupes opposés à Hay'at Tahrir al-Cham pour affaiblir la puissance militaire et sécuritaire de la nouvelle administration syrienne et justifier le maintien de la présence militaire américano-israélienne en Syrie. En outre, il est possible que certains éléments de Daech et d'Al-Qaïda, ainsi que des éléments étrangers, en coordination avec la Turquie, se déplacent vers certains pays de la région (Libye et Irak) pour mener à bien leurs plans de réorganisation de la situation.*



*Références :*

- (1) Arab World and the Trump Administration 2.0 INSS Insight No. 1939, February 5, 2025.  
<https://www.inss.org.il/publication/trump-middle-east/> (20Mar. 2024)
- (2) Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) TNT Terrorism Backgrounder.  
<https://www.csis.org/programs/former-programs/warfare-irregular-threats-and-terrorism-program-archives/terrorism-backgrounders/hayat-tahrir> (15 Mar. 2024)
- (3) Syria to have new government on March 1, foreign minister says.  
<https://www.france24.com/en/middle-east/20250212-syria-to-have-new-government-on-march-1-foreign-minister-says> (20Mar. 2024)
- (4) Appointment of Marhaf Abu Qusra as Minister of Defense in the Caretaker Government of Syria  
Source: SYRIA TV (Opposition website) December 23, 2024  
<https://syrianobserver.com/syrian-actors/appointment-of-marhaf-abu-qusra-as-minister-of-defense-in-the-caretaker-government-of-syria.html> (20Mar. 2024)
- (5) Syria's caretaker Foreign Minister addresses OPCW's Executive Council.  
<https://www.opcw.org/media-centre/news/2025/03/syrias-caretaker-foreign-minister-addresses-opcws-executive-council> (26 Mar. 2024)
- (6) disability benefit cuts condemned by Minority Rights Group and DPAC.  
<https://minorityrights.org/country/syria/> (20Mar. 2024)
- (7) Syria's new constitution: Dashing hopes for progress Mohammed A. Salih Mar. 19, 2025 • 6 min read.  
<https://thenewregion.com/posts/1827> (19 Mar. 2024)
- (8) Syrians Will Never All Get Along Like elsewhere in the Middle East, sectarianism is baked into Syrian society.  
<https://foreignpolicy.com/2025/03/13/syria-sharaa-alawites-latakia-sunni-druze/>. (20 Mar. 2024)
- (9) A Deal in Damascus Syria's Kurds and the new administration of Ahmad al-Sharaa have just signed an agreement, but what motivated it?  
<https://carnegieendowment.org/middle-east/diwan/2025/03/a-deal-in-damascus?lang=en>  
(25 Mar. 2024)
- (10) Syria to hold national dialogue conference "in coming days": official Source: Xinhua Editor: huaxia 2025-02-23 04:35:00  
<https://english.news.cn/20250223/b91398da5d8a49828f3682f2fd26c686/c.html> (20 Mar. 2024)
- (11) The Damascus-SDF Agreement: A Turning Point for Syria?  
<https://mei.edu/blog/damascus-sdf-agreement-turning-point-syria> (26 Mar. 2024)
- (12) Rebuilding and Strengthening Syria's State Institutions Dec 23, 2024 Noor Tasha.  
<https://arabcenterdc.org/resource/rebuilding-and-strengthening-syrias-state-institutions/> (26 Mar. 2024)
- (13) SDF's Drone Warfare: A Tactical Shift in Syria's Ongoing Conflict Bursary's analysis indicates that the SDF has doubled its drone attacks in just one month, escalating from 61 observed strikes in December 2024 to 135 in January 2025.  
<https://www.kurdistan24.net/en/story/826235/sdfs-drone-warfare-a-tactical-shift-in-syrias-ongoing-conflict>.
- (14) The Complex Dynamics of Turkey's "Savior" Image.  
<https://mei.edu/blog/damascus-sdf-agreement-turning-point-syria> (20 Mar. 2024)
- (15) What Roles Will Russia and Iran Play in Post-Assad Syria? Russia and Iran may adopt a model of diplomacy with Syria, similar to their efforts to cultivate the Taliban regime in Afghanistan By Giorgio Cagier Middle East & North Africa January 29, 2025  
<https://www.stimson.org/2025/what-roles-will-russia-and-iran-play-in-post-assad-syria/> (20 Mar. 2024)

*Références :*

- (16) <https://www.swp-berlin.org/publikation/the-political-transition-in-syria-regional-and-international-interests>
- (17) Why is Israel attacking Syria after the fall of Bashar al-Assad? Published: December 18, 2024 11.48am SAST.  
<https://theconversation.com/why-is-israel-attacking-syria-after-the-fall-of-bashar-al-assad-246180> (20 Mar. 2024)
- (18) Syria after Assad 2024/25: Consequences and next steps Research Briefing Published Thursday, 19 December, 2024.  
<https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-10161/> (20 Mar. 2024)
- (19) Syria Burke Chair reports on Syria cover US strategic objectives in Syria related to the Syrian Civil War, and the rise of Islamic State militants operating in both Syria and Iraq.  
<https://www.csis.org/programs/emeritus-chair-strategy/regions-and-countries/syria> (20 Mar. 2024)
- (20) Syria: Israeli airstrikes reach an all-time high after Assad regime falls Posted: 19 December 2024  
Region: Middle East I Category: Analysis Authors: Muaz Al Abdullah; Valentin d'Hauthuille.  
<https://acleddata.com/2024/12/19/syria-israeli-airstrikes-reach-an-all-time-high-after-assad-regime-falls/> (21 Mar. 2024)
- (21) Israel takes credit, in part, for the fall of the Assad regime. But what now? DECEMBER 10, 2025:16 PM ET  
<https://www.npr.org/2024/12/10/nx-s1-5221635/israel-takes-credit-in-part-for-the-fall-of-the-assad-regime-but-what-now> (20 Mar. 2024)



## L'impact Futur de la Situation Sécuritaire en Syrie sur la Région Arabe

■ Prof. Tarek Fahmy

Professeur des sciences politiques, conseiller au Centre national d'études du Moyen-Orient

### Résumé:

L'étude met en lumière les principales répercussions attendues de la situation en Syrie sur la région et sur la stabilité/instabilité globale du monde arabe. Elle souligne dans quelle mesure les développements en cours en Syrie orientent les dispositifs sécuritaires et stratégiques prévus pour le monde arabe. Il est confirmé que la réalité syrienne continue de suivre une seule direction, tant sur le plan politique que sécuritaire, et que le paysage politique actuel est resté inchangé. L'administration provisoire de transition a pris le pouvoir et Ahmed al-Charaa a été nommé président de la Syrie. Cela est d'autant plus vrai que les événements politiques actuels sont liés à plusieurs étapes importantes qui pourraient nécessiter une évaluation et un examen plus approfondis des résultats de la Conférence de dialogue national, qui affirme un impératif politique majeur, car elle préparera une phase historique de l'histoire de la Syrie après la chute de l'ancien régime. La situation syrienne actuelle et anticipée aura pour conséquence des répercussions dans toute la région arabe, notamment avec l'intensification du rôle des groupes armés dans la région, les mesures concrètes prises pour éliminer certains États clés ou affaiblir leurs institutions sécuritaires et militaires, et la redéfinition de la carte des centres de pouvoir régionaux. Israël maintient sa présence en territoire syrien, après avoir pénétré dans les régions du sud, avec le potentiel d'étendre son occupation à d'autres territoires et d'imposer un fait accompli sur le terrain, compte tenu de la situation politique et sécuritaire instable en Syrie.

**Mots-clés:** révolution syrienne, plateau du Golan, Kurdes, Israël, situation sécuritaire.

## التأثير المستقبلي للوضع الأمني في سوريا على المنطقة العربية

■ أ. د. طارق فهمي

أستاذ العلوم السياسية، مستشار المركز القومي لدراسات الشرق الأوسط

### المستخلص:

أوضحت الدراسة أهم الارتدادات المتوقعة والواردة من الداخل السوري على الإقليم وعلى مجمل الاستقرار/ عدم الاستقرار على العالم العربي، وإبراز حجم التطورات الجارية في سوريا على توجيه مسار الترتيبات الأمنية والاستراتيجية التي تخطط للعالم العربي؛ حيث يمكن تأكيد أن الواقع السوري ما زال يعمل في اتجاه واحد سياسياً وأمنياً، ولم يتغير المشهد السياسي الراهن عن ما هو عليه، وتولى الإدارة الانتقالية المؤقتة وتعيين أحمد الشرح رئيساً لسوريا، خاصة أن ما يجري في الساحة السياسية مرتبط فعلياً بعدة خطوات مهمة ربما ستحتاج إلى مزيد من التقييم والمراجعة لنتائج مؤتمر الحوار الوطني الذي يؤكد استحقاقاً سياسياً مهماً، لأنه سيجهز لمرحلة تاريخية في حياة سوريا، بعد سقوط النظام السابق.

سيبقى الواقع السوري الحالي والمتوقع بتبعاته على المنطقة العربية، خاصة مع تصاعد الدور الوظيفي للجماعات المسلحة في المنطقة، وفي ظل ما تم تنفيذه من خطوات عملية نحو القضاء على بعض الدول الرئيسية في المنطقة أو إضعاف مؤسساتها الأمنية والعسكرية، وإعادة ترسيم خريطة مراكز القوى في المنطقة مع استمرار الوجود الإسرائيلي في الأراضي السورية التي توغلت بها في المناطق الجنوبية، مع احتمالات التوسع في احتلال أراضٍ أخرى، وفرض أمر واقع على الأرض في ظل حالة السيولة السياسية/ الأمنية الحالية في المشهد السوري.

**الكلمات المفتاحية:** الثورة السورية، الجولان، الأكراد، إسرائيل، الأوضاع الأمنية.